



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/46/10
25 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 107 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993

Fonds des Nations Unies pour la Namibie

Programme de bourses pour les étudiants namibiens

Rapport du Secrétaire général

INTRODUCTION

1. A la section I de sa résolution 45/248 B du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-sixième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, du financement du programme de bourses individuelles pour les étudiants namibiens.

2. Il est rappelé que ce programme est financé par le Fonds des Nations Unies pour la Namibie, qui a été créé en 1970 pour pouvoir offrir aux Namibiens un programme complet d'enseignement et de formation pendant leur lutte pour l'indépendance. L'administration du Fonds a été assurée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie jusqu'au 11 septembre 1990, date à laquelle l'Assemblée générale, par sa résolution 44/243, a décidé la dissolution du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, celui-ci s'étant acquitté de l'important mandat qu'elle lui avait confié dans sa résolution 2248 (S-V) relative au Territoire.

3. Par cette même résolution 44/243, l'Assemblée a également décidé que le Fonds des Nations Unies pour la Namibie continuerait de fonctionner jusqu'à l'achèvement de tous les programmes et de toutes les activités qu'il finance. Elle a décidé en outre de créer le Comité d'administration des Nations Unies pour le Fonds des Nations Unies pour la Namibie, sur le modèle du Comité du Fonds des Nations Unies pour la Namibie, pour administrer le Fonds jusqu'à sa dissolution.

4. Le Comité d'administration est actuellement composé des représentants des pays suivants : Australie, Finlande, Inde, Nigéria, Roumanie, Sénégal, Turquie, Venezuela, Yougoslavie et Zambie. Il est présidé par le Représentant permanent de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies et a pour Vice-Président et Rapporteur le représentant du Venezuela. Depuis sa création, en septembre 1990, le Comité d'administration a tenu quatre réunions, au cours desquelles il a examiné le programme d'enseignement et de formation en cours.

5. Le présent rapport, qui est présenté conformément à la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale, est une mise à jour des informations données sur les activités et la situation financière du Fonds dans le document relatif aux prévisions révisées concernant le chapitre 3 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/C.5/45/2). Il couvre non seulement le financement des programmes de bourses individuelles, mais également les projets de formation exécutés dans le cadre du Programme d'édification de la nation namibienne. En revanche, les activités de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, qui étaient également financées par le Fonds, n'y sont pas abordées. En effet, conformément à la résolution 44/243 B de l'Assemblée générale, l'Institut a cessé ses activités le 30 septembre 1990 et les opérations de clôture sont en cours; il sera rendu compte de leurs résultats dans le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991. Comme on l'a indiqué dans le document A/C.5/45/2, on prévoit que toutes les activités encore financées par le Fonds au titre du Compte général ou du Compte du Programme d'édification de la nation namibienne devraient être achevées d'ici la fin de 1994.

6. A l'heure actuelle, le Compte général et le Compte du Programme d'édification de la nation namibienne du Fonds des Nations Unies pour la Namibie servent à financer des programmes de formation et d'enseignement destinés à des Namibiens qui ont obtenu des bourses d'études dans différents domaines avant l'accession de la Namibie à l'indépendance, en mars 1990. En outre, un certain nombre d'étudiants namibiens, dont la majorité sont inscrits dans des universités aux Etats-Unis, bénéficient de l'aide financière de l'ONU, qui finance leurs études à l'aide du Compte général. Enfin, le Fonds sert aussi à financer les frais de rapatriement des boursiers à la fin de leurs études. Ces activités sont exécutées en consultation avec le Gouvernement namibien.

I. COMPTE GENERAL

1. Au cours de l'année 1991, les crédits inscrits au Compte général ont permis d'accorder des bourses d'études, d'assurer une protection sociale et médicale aux boursiers et de rapatrier ceux-ci en Namibie à la fin de leurs études. Tous les projets en cours dont le financement par ce compte avait été approuvé avant 1991 ont été transférés au Compte du Programme d'édification de la nation namibienne à compter du 1er janvier 1991, à l'exception du projet de "Formation d'enseignants pour les malentendants" : le seul étudiant qui dépendait encore de ce projet est maintenant couvert par le programme de bourses individuelles. Au 1er janvier 1991, il y avait 80 boursiers et on

prévoyait que 40 d'entre eux continueraient de bénéficier d'une bourse en 1992. Il faudra aussi probablement reconduire 10 bourses en 1993 dans la mesure où plusieurs étudiants auront sans doute besoin d'un délai supplémentaire pour obtenir leur diplôme.

8. Ainsi qu'il ressort de l'annexe I au présent rapport, le montant total des bourses pour la période 1991-1993, soit jusqu'à l'achèvement du programme, est estimé à 2 098 000 dollars (1 198 000 dollars en 1991, 750 000 dollars en 1992 et 150 000 dollars en 1993). L'écart entre ce chiffre révisé et le montant de 1 607 000 dollars indiqué à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session (A/C.5/45/2, annexe II B) s'explique par une augmentation des frais d'études et des frais de rapatriement des étudiants, et par les dépenses supplémentaires résultant de la nécessité d'accorder davantage de temps à plusieurs étudiants pour qu'ils puissent obtenir leur diplôme.

II. PROGRAMME D'EDIFICATION DE LA NATION NAMIBIENNE

9. On a indiqué à l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session (A/C.5/45/2, annexe III), que 11 des projets entrepris au titre du Programme d'édification de la nation namibienne seraient achevés en 1990, et les neuf autres en 1991 ou après. A l'heure actuelle, il ne reste plus que huit projets en cours (voir annexe II du présent rapport). Le projet d'appui au Centre de formation professionnelle pour la Namibie installé en Angola s'est achevé avant l'échéance initialement prévue qui était la fin de 1991. En effet, en mars 1991, le Conseil d'administration du Centre a décidé de cesser les activités en Angola et de transférer le Centre en Namibie, mettant ainsi fin au financement du Centre par le Fonds.

10. Selon les chiffres figurant à l'annexe II, le Fonds devrait avoir à financer 13 projets en 1991 : a) les huit projets en cours mentionnés au paragraphe 9 ci-dessus, b) trois projets de formation de groupe, d'un montant total estimé à 1 406 000 dollars, dont l'exécution doit s'échelonner sur la période 1991-1994 et que le Comité d'administration, prévoyant un déficit du Compte général, a décidé de transférer au Compte du Programme d'édification de la nation namibienne, et c) deux nouveaux "projets" approuvés par le Comité d'administration dans le but de financer les engagements non réglés relatifs aux projets terminés.

11. Le premier de ces deux nouveaux projets, dont le but est de fournir un financement complémentaire pour des projets terminés, concerne le Centre de formation professionnelle des Nations Unies mentionné au paragraphe 9. Lors de sa dernière réunion, en mars 1991, le Conseil d'administration du Centre a demandé au Fonds des Nations Unies pour la Namibie de couvrir un déficit de 169 900 dollars représentant tous les engagements financiers non encore réglés au moment de la cessation des activités en Centre en Angola. Le Centre n'est plus financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au titre du chiffre indicatif de planification (CIP) de la Namibie, qui était jusque-là sa principale source de financement. Au cours de sa troisième réunion, en mai 1991, le Comité d'administration a approuvé l'octroi de

crédits supplémentaires, dans le cadre d'un nouveau projet. Le second projet, qui s'intitule "projet d'appui aux activités d'assistance" et pour lequel le Comité d'administration a approuvé un crédit de 35 000 dollars en 1991, a également pour but de couvrir les engagements non réglés relatifs à des projets exécutés dans le cadre du Programme d'édification de la nation namibienne et terminés en 1990 ou avant.

12. Les projets de formation entrepris dans le cadre du Programme d'édification de la nation namibienne portent sur des domaines divers tels que les industries extractives, les transports maritimes, le journalisme et les communications, la banque, la formation professionnelle, les télécommunications, la logistique et le droit, les sciences politiques et le développement économique (voir annexe III). Les activités se déroulent dans les pays suivants : Angola, Canada, Congo, Cuba, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Inde, République-Unie de Tanzanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Sur les 13 projets en cours, six devraient être terminés en 1991, quatre en 1992, un en 1993 et deux en 1994. Leur coût total est estimé à 3 385 300 dollars (voir annexe II). Les besoins se répartissent comme suit : 1 919 300 dollars en 1991 (13 projets), 836 000 dollars en 1992 (sept projets), 380 000 dollars en 1993 (trois projets) et 250 000 dollars en 1994 (deux projets).

III. CONCLUSION

13. Comme il est indiqué à l'annexe III, les recettes et dépenses prévues pour la période 1991-1994 représentent les prévisions révisées relatives aux bourses et aux projets imputés au Compte du Programme d'édification de la nation namibienne et au Compte général. Alors que dans le rapport présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session (A/C.5/45/2, annexe II, parties A et B), on prévoyait qu'à la fin de 1994, le Fonds afficherait un déficit net de 1 485 100 dollars au titre de ces deux comptes, la révision des différents projets et du programme de bourses à laquelle on a procédé en 1991 laisse maintenant prévoir un excédent net de 2 467 700 dollars. L'un des facteurs qui expliquent la diminution des besoins est que plusieurs étudiants inscrits aux cours de formation organisés dans le cadre du Programme n'ont pas repris leur formation après les élections qui ont eu lieu en Namibie. En outre, le Centre de formation professionnelle des Nations Unies en Angola a été fermé plus tôt que prévu et, en réexaminant de façon approfondie les projets en cours, on a constaté que certaines dépenses avaient été initialement surestimées.

14. En ce qui concerne le Programme d'édification de la nation namibienne, on pense que les dates prévues pour l'achèvement des différents projets seront respectées. Le Secrétaire général a l'intention de continuer à suivre l'exécution de ces projets pour s'assurer qu'ils bénéficient du financement voulu. Le coût des deux nouveaux projets approuvés par le Comité d'administration au titre du Programme d'édification de la nation namibienne en 1991 est estimé à 204 900 dollars (voir par. 10 et 11). Si un financement supplémentaire s'avérait également nécessaire pour d'autres projets terminés, on couvrirait les besoins à l'aide des économies réalisées au titre d'autres

projets. Ainsi qu'il ressort de l'annexe III, le Compte du Programme d'édification de la nation namibienne devrait faire apparaître un excédent de 2 673 400 dollars au 31 décembre 1994.

15. Les prévisions révisées relatives au programme de bourses individuelles financé à l'aide du Compte général pour la période 1991-1993 sont supérieures de 491 000 dollars au chiffre indiqué à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session (1 198 000 dollars pour 1991 et 900 000 dollars pour l'exercice 1992-1993, contre 1 607 000 dollars pour la période) (A/C.5/45/2, annexe II, partie B). La différence s'explique par une augmentation des frais d'études et des frais de rapatriement. Mais d'autres facteurs ayant une incidence sur le solde du Compte ont joué dans l'autre sens : a) des projets initialement imputés au Compte général ont été transférés au Compte du Programme d'édification de la nation namibienne; b) le Compte général a été crédité de recettes additionnelles qui n'étaient pas prévues dans le rapport relatif à la période 1991-1994; c) le solde au 1er janvier 1991 est plus élevé que prévu du fait que les contributions, les produits financiers et les recettes diverses ont été supérieurs aux estimations effectuées en 1990, alors que les dépenses ont été plus faibles. Le résultat net de tous ces écarts est qu'au moment de l'achèvement du programme, en 1993, le déficit ne devrait plus être que de 205 700 dollars, au lieu de 2 569 400 dollars. Etant donné qu'un excédent de 2 673 400 dollars est prévu au titre du Compte du Programme d'édification de la nation namibienne, le Secrétaire général a l'intention d'étudier avec le Comité d'administration la possibilité d'utiliser, le cas échéant, le solde général des fonds pour couvrir le déficit du Compte général.

Annexe I

Août 1991

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE : COMPTE GENERAL
- PREVISIONS REVISEES CONCERNANT LE PROGRAMME DE BOURSES
INDIVIDUELLES POUR LA PERIODE 1990-1994

(En dollars des Etats-Unis)

Dépenses prévues	1991		1992		1993	
	Nombre d'étu- diants	Dollars	Nombre d'étu- diants	Dollars	Nombre d'étu- diants	Dollars
Bourses d'études	80	1 120 000	40	600 000	10	100 000
Protection sociale et aide médicale		40 000		20 000		10 000
Rapatriement des étudiants		36 000		130 000		40 000
Total		1 196 000		750 000		150 000

Annexe II

BESOINS DE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'EDIFICATION DE LA
NATION NAMIBIENNE POUR L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993

(En dollars des Etats-Unis)

Cote et intitulé du projet	<u>Besoins annuels et date d'achèvement prévue a/</u>				
	1991	1992	1993	1994	Total
A. Projets en cours					
1. NAM/79/001 - Bourses de perfectionnement en minéralogie	125 000	200 000	150 000	150 000	625 000
2. NAM/79/007 - Formation dans le domaine des transports maritimes et études portuaires	-	36 000	-	-	36 000
3. NAM/85/002 - Bourses de perfectionnement en journalisme et communications	60 000	50 000	30 000	-	140 000
4. NAM/86/002 - Formation à l'administration	60 000	-	-	-	60 000
5. NA/87/001 - Assistance au Centre de formation professionnelle des Nations Unies	683 400	-	-	-	683 400
6. NAM/88/001 - Assistance aux écoles namibiennes de l'île de la Jeunesse	20 000	-	-	-	20 000
7. NAM/88/004 - Formation aux télécommunications	80 000	80 000	-	-	160 000

/...

Cote et intitulé du projet	Besoins annuels et date d'achèvement prévue a/				
	1991	1992	1993	1994	Total
8. NAM/88/005 - Formation en logistique	30 000	20 000	-	-	50 000
Total A	1 058 400	386 000	180 000	150 000	1 774 400
B. Projets exigeant un financement supplémentaire					
9. NAM/91/001 - Assistance au Centre de formation professionnelle des Nations Unies	169 900	-	-	-	169 900
10. NAM/91/003 - Appui aux programmes d'assistance	35 000	-	-	-	35 000
Total B	204 900	-	-	-	204 900
C. Projets antérieurement imputés au Compte général					
11. NAM/91/002 - Bourses de perfectionnement destinées à des diplômés de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie	256 000	200 000	-	-	456 000

Cote et intitulé du projet	<u>Besoins annuels et date d'achèvement prévue a/</u>				
	1991	1992	1993	1994	Total
12. NAF/81/002 - Formation des forces de l'ordre	100 000	-	-	-	100 000
13. NAF/86/004 - Assistance au Lycée technique	300 000	250 000	200 000	100 000	850 000
Total C	656 000	450 000	200 000	100 000	1 406 000
TOTAL GENERAL	1 919 300	836 000	380 000	250 000	3 385 300

a/ L'augmentation de 1 529 300 dollars prévue au titre de ce compte par rapport aux chiffres indiqués dans le document A/C.5/45/2 concerne principalement des projets des catégories B et C, pour lesquels les besoins sont évalués à 304 900 dollars et 1 406 000 dollars, respectivement, pour la période 1991-1994.

Annexe III

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE : PREVISIONS
 REVISEES DE RECETTES ET DE DEPENSES POUR LA PERIODE
 1990-1994

(En dollars des Etats-Unis)

A. Programme d'édification de la nation namibienne

Solde au 1er janvier 1990		2 398 600
<u>A ajouter</u> : Recettes de 1990 (montant révisé) :		
a) Contributions annoncées	2 054 000	
b) Intérêts bancaires	652 400	
c) Autres recettes	332 000	
d) Virements de sommes provenant de la réserve	809 600	3 848 000
<u>A déduire</u> : Dépenses de 1990 (montant révisé) :		6 246 600
a) Engagements contractés en 1990 pour 11 projets de formation et d'enseignement		745 100 a/
b) Appui aux programmes		47 100
Montant estimatif du solde au 1er janvier 1991		5 454 400
<u>A ajouter</u> : Recettes prévues pour 1991 :		
a) Contributions annoncées	4 300	
b) Intérêts bancaires	300 000	304 300
		5 758 700
<u>A déduire</u> : Dépenses prévues pour 1991		1 919 300 b/
Montant estimatif du solde au 1er janvier 1992		3 839 400
<u>A ajouter</u> : Recettes prévues pour la période 1992-1994		300 000
<u>A déduire</u> : Dépenses prévues pour la période 1992-1994		1 466 000 b/
Montant estimatif de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1994		2 673 400

B. Compte général c/

Solde au 1er janvier 1990 2 167 500

A ajouter : Recettes de 1990 (montant révisé) :

a) Contributions annoncées	962 800	
b) Subvention inscrite au budget ordinaire	1 500 000	
c) Intérêts bancaires	211 300	
d) Recettes accessoires	137 200	2 811 300
		<hr/>
		4 978 800

A déduire : Dépenses de 1990 (montant révisé) :

a) Bourses de perfectionnement, frais de rapatriement et autres dépenses	2 690 300	
b) Formation, aide humanitaire et secours	631 800	3 322 100
		<hr/>

Montant estimatif du solde au 1er janvier 1991 1 656 700

A ajouter : Recettes prévues pour 1991 :

a) Contributions annoncées	140 300	
b) Intérêts bancaires	95 300	235 600
		<hr/>
		1 892 300

A déduire : Dépenses prévues pour 1991

Bourse de perfectionnement, frais de rapatriement et autres dépenses	1 198 000
	<hr/>

Montant estimatif du solde au 1er janvier 1992 694 300

A ajouter : Recettes prévues pour la période 1992-1993 -

A déduire : Dépenses prévues pour la période 1992-1993 900 000

Montant estimatif de l'excédent des dépenses
sur les recettes au 31 décembre 1993 (205 700)

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'annexe III)

a/ Par rapport au montant indiqué pour 1990 dans l'annexe II du document A/C.5/45/2, les dépenses sont en baisse de 1 260 700 dollars du fait que plusieurs étudiants participant à différents programmes de formation n'ont pas repris leurs études après les élections qui ont eu lieu en Namibie.

b/ Les dépenses prévues comprennent 656 000 dollars pour trois projets en 1991, 450 000 dollars pour deux projets en 1992, 200 000 dollars pour un projet en 1993 et 100 000 dollars pour un projet en 1994. Le transfert de ces sommes du Compte général au Compte du Programme d'édification de la nation namibienne a été décidé par le Comité d'administration en raison de l'insuffisance des ressources prévues au titre du Compte général.

c/ La réduction substantielle du déficit par rapport au montant indiqué à l'annexe II du document A/C.5/45/2 (205 700 dollars au lieu de 1 569 400 dollars) s'explique en majeure partie par la décision du Comité d'administration de transférer au Compte du Programme d'édification de la nation namibienne, à compter du 1er janvier 1991, les trois projets de formation restants, les dépenses imputées au Compte général étant supérieures aux recettes. Le montant total des dépenses prévues au titre de ces trois projets s'élève à 1 406 000 dollars, se décomposant comme suit : 656 000 dollars en 1991, 450 000 dollars en 1992, 200 000 dollars en 1993 et 100 000 dollars en 1994.
